



Notice d'informations relative à la protection des données

But de la notice : Vous informer sur le traitement de vos données personnelles dans le cadre de votre demande de location auprès du **Service des Gérances de la Ville de Lausanne (GER)**.

1 Qui traite vos données personnelles ?

Le **Service des Gérances de la Ville de Lausanne** est le responsable du traitement des données collectées via ses formulaires de demande de location.

Contact :

- **E-mail :** gerances@lausanne.ch
- **Téléphone :** +41 21 315 49 49
- **Adresse :** Place Chauderon 9 – Étage E2, Case Postale 5032, 1001 Lausanne

2 Quelles données traitons-nous à votre sujet ?

Nous collectons uniquement les **données strictement nécessaires** à l'évaluation de votre candidature et à la gestion du contrat de bail. Cela inclut :

- Données d'identité : nom, prénom, date de naissance, type de permis de séjour (le cas échéant).
- Données de contact : adresse postale, téléphone, e-mail.
Données financières : fiches de salaire, extrait des poursuites (validité 3 mois), justificatif(s) de solvabilité.
- Données liées au logement : informations sur la situation locative actuelle (gérance, loyer).
- Données professionnelles : profession, employeur.
- Données spécifiques (uniquement pour les locaux commerciaux et places de parc) : type d'activité, marque et numéro de plaques du véhicule.

3 Dans quels buts traitons-nous vos données ?

Nous collectons et traitons vos données uniquement aux fins suivantes :

- Évaluer votre solvabilité afin de garantir votre capacité à satisfaire aux exigences financières découlant du contrat de bail.
- Sélectionner le locataire selon des critères définis dans les Directives municipales d'attribution.
- Établir et gérer le contrat de bail en cas d'attribution du bien.
- Respecter les obligations légales, notamment en cas de transmission requise aux autorités compétentes.

Aucune donnée ne sera collectée ou traitée au-delà de ce qui est strictement nécessaire à ces finalités.

4 Quelles bases juridiques servent au traitement de vos données ?

Le traitement de vos données repose sur les fondements juridiques suivants :

- Exécution du contrat de bail ou de mesures précontractuelles : évaluation de votre candidature et gestion de votre dossier locatif.
- Respect des obligations légales : transmission aux autorités compétentes lorsque requis (ex. fiscalité, formalités auprès du Contrôle des habitants)
- Intérêt légitime du Service des gérances : sélection de locataires solvables et prévention des impayés.

Seules les données strictement nécessaires à ces finalités sont collectées et traitées.

5 Combien de temps conservons-nous vos données ?

- Dossiers des candidats non retenus : détruits immédiatement après la fin du processus de sélection, sauf consentement pour une inscription en liste d'attente.
- Dossiers des locataires sélectionnés : conservés pendant toute la durée du bail, puis archivés selon les obligations légales en vigueur.

6 Comment protégeons-nous vos données ?

Nous prenons des mesures techniques, organisationnelles et juridiques pour garantir la sécurité et prévenir tout accès non autorisé (accès restreint aux seuls collaborateurs habilités, conservation sécurisée des dossiers numériques et papier, suppression des données lorsque leur conservation n'est plus nécessaire).

7 Quels sont vos droits ?

Vous avez le droit de :

- Accéder à vos données et en obtenir une copie
- Faire corriger ou compléter vos données
- Demander la suppression de vos données (sous réserve de bases légales)
- Demander que l'on cesse temporairement d'utiliser vos données dans certaines situations en cas de contestation
- Vous opposer à d'autres traitements, sauf obligation légale contraire

Pour exercer vos droits, contactez le Service des Gérances via les coordonnées fournies.

8 Avertissement sur les déclarations erronées

Nous vous informons que toute fausse déclaration dans votre formulaire de demande de location, y compris la transmission d'informations inexactes sur votre revenu ou votre emploi, peut entraîner l'annulation du bail, des poursuites civiles pour dommages et intérêts, ainsi que des conséquences pénales en cas de fraude (art. 146 et 251 du Code pénal suisse).